



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination,  
du pilotage, de l'appui territorial  
et de l'environnement**

**Arrêté n°2024-DCPATE-461**

**modifiant l'arrêté préfectoral n°15-DRCTAJ-1/178 du 2 mars 2015 autorisant la société  
Sablière de la Lande à poursuivre l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la  
commune de La Boissière des Landes  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.122-2 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relative aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°15-DRCTAJ-1/178 du 2 mars 2015 autorisant la société Sablière de la Lande à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de La Boissière des Landes ;

VU la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société Sablière de la Lande le 29 janvier 2024 et son complément transmis le 30 mai 2024 portant sur la mise à jour des conditions d'exploitation et de réaménagement final de la sablière ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 juillet 2024 ;

VU le courrier adressé le 22 juillet 2024 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Considérant que le projet, qui consiste en une modification des conditions finales de remise en état et en un report de la création de nouvelles haies végétales :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact suite à la procédure de cas par cas réalisée en application de l'article R.122-2 ;
- n'atteint pas les seuils quantitatifs de hausse d'émissions de COV et les critères fixés par l'arrêté du 13/12/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que l’instruction n’a pas identifié d’enjeux importants ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l’alinéa II de l’article R. 181-46 du code de l’environnement et qu’il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l’article R. 181-45 du code de l’environnement ;

Considérant que la nature et l’ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l’avis du conseil départemental de l’environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les conditions d’aménagement et d’exploitation, telles qu’elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l’installation pour les intérêts mentionnés à l’article L.511-1 du code de l’environnement ;

Considérant que la sollicitation de l’avis du conseil départemental de l’environnement et des risques sanitaires et technologiques n’est pas nécessaire ;

ARRÊTE

Article 1.      Mise à jour de l’arrêté préfectoral

La société Sablière de la Lande, dont le siège social est situé à La Lande à La Boissière des Landes (85430), est autorisée à procéder aux modifications des conditions d’exploitation de sa carrière à ciel ouvert qu’elle exploite à La Boissière des Landes conformément à son dossier du 29 janvier 2024 modifié et sous réserve des dispositions du présent arrêté.

Article 1.1.      **Plan de remise en état final**

Les plans de phasage de l’exploitation en annexe de l’arrêté préfectoral du 2 mars 2015 sont remplacés par le plan de phasage résumé figurant en annexe 1.

Le plan de remise en état final en annexe de l’arrêté préfectoral du 2 mars 2015 est remplacé par le plan figurant en annexe 2 du présent arrêté.

Article 1.2.      **Patrimoine biologique – renforcement de haies**

À l’article 4.4 de l’arrêté préfectoral du 2 mars 2015, le paragraphe « *Les haies présentes sur les contours externes du périmètre d’extension sollicité sont conservées. Il est à noter que le réseau de haies, situé en limite nord et est de l’exploitation, est préservé.* » est remplacé et complété par la disposition suivante :

**« Les haies présentes sur les contours externes du périmètre d’extension sollicité sont conservées. Il est à noter que le réseau de haies, situé en limite nord et est de l’exploitation, est préservé. Les haies prévues en limite Nord-Ouest (secteur "Les Petites Jaulinières") sont créées selon l’avancement de l’exploitation, soit en phase 4 (en 2031) puis 5 (en 2036), afin de permettre le maintien des terrains en agriculture. »**

Article 1.3.      **Mise à jour des garanties financières**

L’article 1.3.2 de l’arrêté préfectoral du 2 mars 2015 est remplacé comme suit :

« La durée de l’autorisation est divisée en 6 périodes quinquennales correspondant à des phases d’exploitation. Le montant des garanties financières pour chacune de ces périodes est fixé dans le tableau ci-après :

Périodes	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 6
Phases	2015-2020	2021-2025	2026-2030	2031-2035	2036-2040	2041-2045
Montants en euros TTC	(passée)	1 217 007 €	1 345 846 €	1 134 764 €	638 489 €	591 660 €

Ces montants, exprimés en euros TTC pour un taux de TVA à 20 %, sont définis par rapport à l’indice en cours de la période de référence TP 01 de mars 2024 égal à 130,1.

À l'occasion de l'établissement d'un acte de cautionnement, le montant en vigueur est actualisé selon la TVA et l'indice TPO1 en vigueur. »

L'exploitant transmet un nouvel acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la phase 2 sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

## **Article 2. Dispositions administratives**

### **Article 2.1. Délais et voies de recours**

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

### **Article 2.2. Publicité de l'arrêté**

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 2.3. Diffusion**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

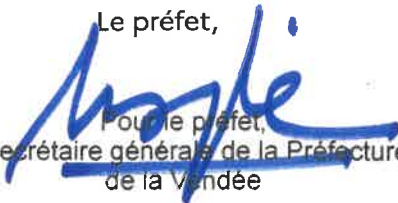
L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

**Article 2.4. Pour application**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **29 AOUT 2024**

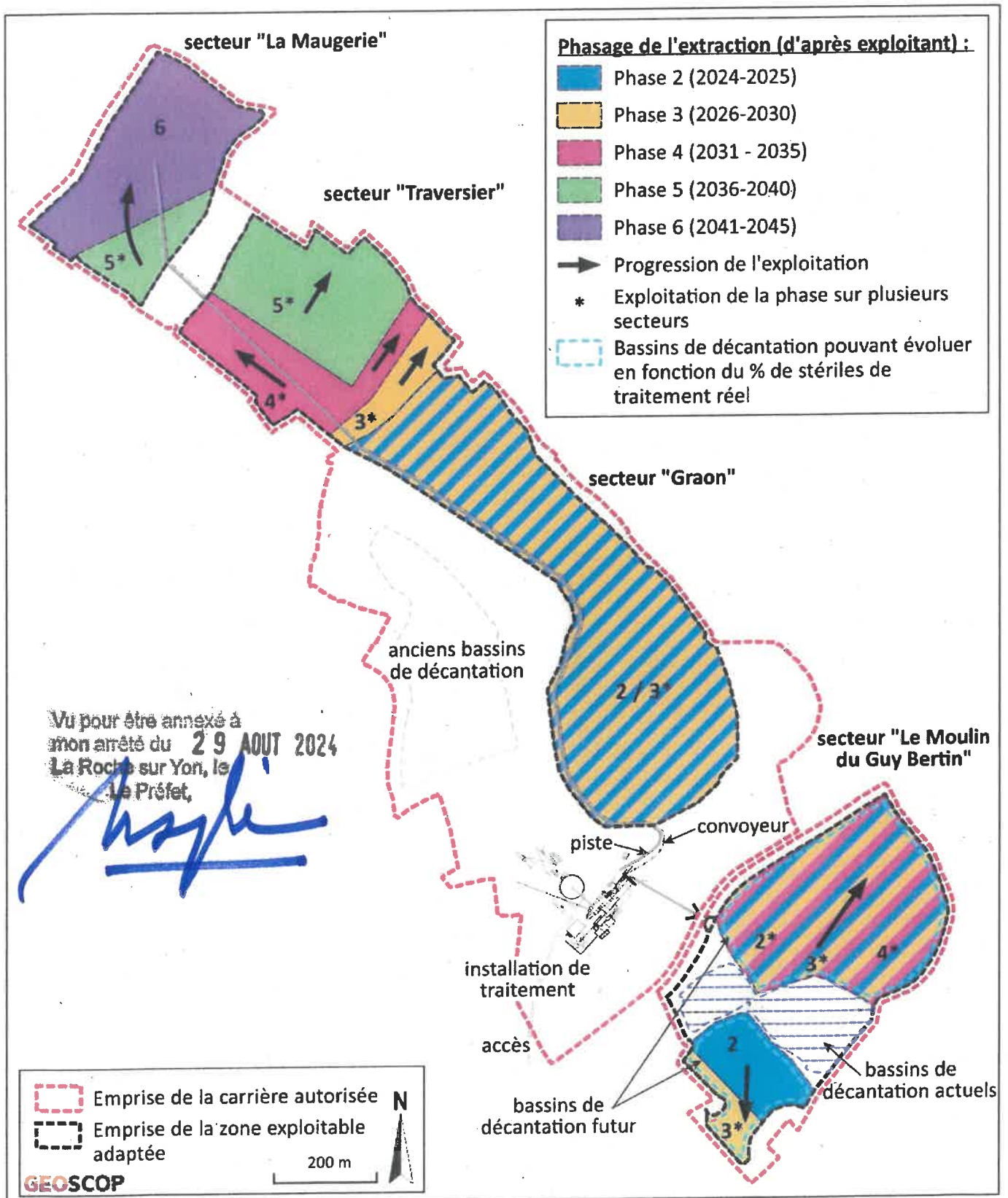
Le préfet,

  
Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée

**Nadia SEGHIER**

# Annexe 1

## Plan de phasages résumés d'exploitation







## Annexe 2 Plan de remise en état final

Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée

Nadia SEGHER

